

POUR DES CONDITIONS DE TRAVAIL DIGNES DANS L'ESR GRENOBLOIS !



Depuis des années, le ressenti de la « communauté » de l'enseignement supérieur et de la recherche sur son travail ouses conditions d'études est de plus en plus accablant : augmentation de la charge de travail, décorrélation entre charge de travail et salaire, perte de sens, pressurisation, contractualisation, injonction à publier de plus en plus, à réalisertoujours plus de tâches administratives en dehors de nos missions, recherche de financements sur projets, précarité étudiante ...

Malgré des annonces rassurantes mais trompeuses de la part de notre ministère, nos tutellesou nos directions, **celles et ceux qui parlent le mieux de l'université, ce ne sont pas ceux qui la détruisent, mais les agent-es et le personnel qui la fait fonctionner** tant bien que mal. Parce qu'elle est trop souvent invisibilisée, nous donnons la parole à plusieurs de nos collègues grenoblois-es :

"La direction veut que le personnel de nettoyage ne soit plus employé en interne, mais au travers d'une entreprise prestataire. Cela engendrerait des conditions de travail dégradées avec les déplacements sur d'autres prestations, une absence de contrôle sur les produits utilisés, des pressionspour réaliser le même travail toujours plus vite, une rémunération à négocier au lieu qu'elle soit basée sur le point d'indice.

Des étudiant-es se sont mobilisé-es contre cette privatisation. Suite à cela, certain-es ont été arbitrairement interdit-es de rentrer dans les locaux par la direction pendant 30 jours. La direction a reconnu que ces sanctions étaient fondées sur des "témoignages", dont les auteur-es n'ont pas été précisés, et dont certains ont été reconnus comme erronés par la direction."

Un-e personnel de l'IEP

"Les doctorant-es réalisant des vacations d'enseignement démarrent souvent sans que leur contrat'ait été validé dans les instances. Les heures peuvent être payées avec six mois de retard, alors que la loi l'interdit !"

Une doctorante contractuelle INP

"L'outil Notilus a été introduit sans concertation pour gérer les missions. Il fonctionne mal, possède trop d'étapes de validation, il n'y a pas de soutien, il est mal conçu ... L'impact sur les personnels administratifs fut immédiat : surcharge de travail liée à l'outil, sentiment d'abandon, perte de sens du service, mécontentement du personnel.

La direction a eu une réaction méprisante, disant que ce ne sont que des bugs et que cela sera résolu avec le temps.

Cela s'accumule avec d'autres problèmes : turnover, perte d'attractivité, multiplication des outils, des types de contrats liés aux financements et tutelles ..."

Un-e ingénieur-e CNRS

éducation
sup 38
Union syndicale
Solidaires

Solidaires
étudiant-e-s
GRENOBLE
syndicat de luttes

Solidaires
Syn
Recherche
EPST

"Des comportements brutaux sont tolérés par la direction. Des soupçons de harcèlement sont très régulièrement évoqués. Plusieurs collègues sont en arrêt de travail, parfois longs. Le nombre de jours d'arrêt augmente au fil de la publication des bilans sociaux.

Des informations confidentielles et nominatives sur l'état de santé des agents ou leur domicile ont été diffusées publiquement, et cela n'a pas été condamné par la direction, malgré des alertes répétées sur cette situation.

Le dialogue social est empêché par divers moyens, des représailles sont régulièrement constatées dès que des collègues prennent la parole. Le droit syndical le plus basique est nié par la direction, par exemple en empêchant des heures d'informations syndicales, en prenant des photographies des étudiant·es syndiqué·es sans leur consentement. Plusieurs témoins font état de violences de membres de la direction à l'encontre d'étudiant·es."

Un·e autre personnel de l'IEP

Ces situations ont toutes pour origine des réformes néfastes menées par les gouvernements successifs (réforme LMD, LRU, Parcoursup, LPPR...), avec l'aval de nos directions d'établissements. Elles entraînent une individualisation du travail et une injonction à faire rentrer les universités françaises dans une compétition mondiale dont les personnels ne sortiront certainement pas gagnants.

ORGANISONS-NOUS LOCALEMENT, DANS NOS LABOS, NOS FACS, NOS ÉCOLES D'INGÉNIEURS, NOS SERVICES ADMINISTRATIFS !



Ne restons pas seul·es, ne subissons pas ces politiques ! Pour cela, le syndicalisme propose de se rassembler, de s'organiser, de se former, de rassembler des moyens pour ne pas subir et pour obtenir de meilleures conditions de travail : **SYNDIQUONS-NOUS !** en bonne intelligence intersyndicale et attachés à l'unité étudiant·es / personnel, nous pouvons faire avancer nos revendications !

Depuis la fin 2023, une dynamique conjointe est en cours entre SUD éducation, SUD Recherche et Solidaires Etudiant·e·s pour donner plus d'élan à nos luttes syndicales, rejoignez-nous :

- **Lors des manifestations** interprofessionnelles et de la Fonction Publique (comme celle du 19 mars dernier !)
- **Lors de nos réunions-repas conviviales**, organisées ponctuellement au local de Solidaires, 3 rue Federico Garcia Lorca à Grenoble, près de la MC2 ;
- **À notre journée de formation spéciale ESR Grenoblois**, avec un exposé sur l'évolution et les réformes de l'ESR (à Grenoble, en France et en Europe), la mise en discussion à partir des réalités vécues par les stagiaires des revendications et des moyens de les obtenir.

Repas pris en charge. **Inscription obligatoire** ⚠ 1 mois en avance pour avoir droit au congé de formation syndical permettant de faire cette formation sur le temps de travail sans perte de salaire ni rattrapage. **Pour s'inscrire, merci de nous contacter par e-mail dès maintenant !**

POUR NOUS CONTACTER ET AVOIR PLUS D'INFORMATIONS :

sud-education-isere-syndicat@grenoble-inp.fr

www.sudeducation38.org